



LE TRAVAIL SOCIAL EN ETAT D'URGENCE!

Il y a urgence ! Nous professionnel-les du social, exerçant en Seine-Saint-Denis dans le privé ou dans les différentes fonctions publiques, tirons la sonnette d'alarme. Notre secteur va mal ! Lorsque nous échangeons entre collègues de l'ASE, de la PJJ, des services sociaux municipaux, de l'hébergement, de la prévention spécialisée, de la psychiatrie, du medico-social de l'insertion ou de la petite enfance, le constat est sans appel, nous subissons tous une attaque sans précédent contre nos métiers, nos formations et notre éthique professionnelle... Il y a urgence, à se rencontrer, partager, converger et s'organiser !

Par l'intermédiaire de nos organisations syndicales et/ou collectifs de luttes réunis en intersyndicale des secteurs sociaux, medico-sociaux et sanitaires, nous appelons l'ensemble des professionnel-les du 93 à se soulever et à se mobiliser ! Au-delà de nos différences de statuts, de conventions collectives, d'approches professionnelles, nous estimons que l'austérité généralisée et les processus de marchandisation dégradent nos conditions de travail et les services rendus à nos publics.

✓ **Dans l'Education**, la charge de travail des Assistant-es Sociaux s'est intensifiée. Le champ d'intervention des professionnel-les s'est élargi réduisant de fait leur capacité d'action. Le gel des embauches remet en cause l'égalité d'accès à un service public de qualité !

✓ **A la Protection Judiciaire de la Jeunesse**, les délais de prises en charge se sont rallongés considérablement, ce qui a confronté à des dangers multiples les enfants fragilisés du département. De nombreux collègues sont en flux tendu, alors que certains viennent d'être recrutés au titre de l'emploi précaire, toute fonction confondue, dans les différents emplois qui composent les équipes pluridisciplinaires. Et ce sans aménagement particulier de leur prise de poste face aux problématiques des mineurs et leur famille. Les unités d'hébergement sont en difficulté ou suractivité ce qui expose, par manque de places, certains adolescents à des orientations plus sécuritaires et de contrôle social, ou encore à la détention au sein de laquelle les conditions de vie quotidienne posent de nombreux problèmes.

✓ **Dans les municipalités**, les services sociaux de proximité sont devenus pour certaines mairies des variables d'ajustement économiques pouvant aller de la suppression de postes au déconventionnement intégral...

✓ **A l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE)**, les équipes mobilisées depuis plusieurs mois font face à une demande sociale de plus en plus forte. Le service d'accueil est saturé. La charge de travail se fait au détriment de la qualité de l'accompagnement.

✓ **Dans le privé**, la mise en concurrence via les appels à projet devient la norme. Dans ce contexte de précarité budgétaire, les associations ont l'injonction de s'adapter ou de disparaître. Les fusions, les réorganisations, les liquidations, les indicateurs de performances, le management par les chiffres font désormais partie de notre quotidien...

✓ **Dans la psychiatrie**, les établissements sanitaires sont soumis à l'équilibre budgétaire. Pour réduire les coûts, des fusions entre services ou hôpitaux sont actuellement à l'étude dans le cadre de Groupement Hospitalier Territoriaux (GHT)...

✓ **Dans la petite enfance**, les crèches départementales notamment, les professionnels, du fait du non remplacement des postes vacants et du manque d'effectifs, travaillent dans des conditions difficilement supportables, sont empêchés de pouvoir garantir un accueil de qualité pour les jeunes enfants et de mener véritablement à bien leurs missions éducatives.

✓ **À pôle emploi**, la volonté de tout dématérialiser, de mettre à distance et de contrôler le/la privé-e d'emploi s'accompagne par une politique de fermeture des agences tous les après-midi. Le service public de l'emploi est menacé. Il faut éviter de prendre un peu plus la voie de la privatisation, comme en Catalogne...

Il y a urgence ! Urgence pour nos emplois. Urgence pour nos publics ! Nous intervenons au quotidien au service des publics les plus précarisés du 93. En poursuivant cette logique de démantèlement des services sociaux et sanitaires, les pouvoirs publics menacent les solidarités et le vivre ensemble en Seine-Saint-Denis.

L'intersyndicale des secteurs sociaux du 93 s'inscrit dans la démarche nationale des **Etats Généraux Alternatifs du Travail Social (EGATS)**. Aux quatre coins du territoire, des professionnel-es du social et du sanitaire se regroupent, analysent les mécanismes en œuvre et préparent ensemble une riposte à la hauteur des attaques contre nos formations, nos conventions collectives et nos missions.

Pour nos publics, pour l'intérêt des professionnel-les, pour l'intérêt général, nous appelons tous les travailleurs-euses sociaux, les agent-es administratifs, les psychologues, les ouvrier-es, les conseiller-es d'insertion, les infirmier-es, les formateurs/trices, les étudiant-es du secteur social et sanitaire syndiqué-es ou non syndiqué-es à participer Jeudi 28 janvier à la première Assemblée Générale interprofessionnelle du social et du sanitaire de Seine-Saint-Denis

Pour nos publics, nos emplois, nos formations et notre éthique professionnelle...

ASSEMBLEE GENERALE DES SECTEURS SOCIAUX DU 93

JEUDI 28 JANVIER - 18H - BOURSE DU TRAVAIL DE BOBIGNY

11 rue 8 mai 1945 - T 1 arret Liberation

...Syndiqué-es et non syndiqué-es, organisons-nous !



COLLECTIF AVENIR EDUCUS

